CR Heure d'info syndicale VARLIN 29/03/2011

point 1 actus (CTPA de la semaine dernière):					
		ac. Rouen			
		Effectifs élèves	Postes supprimés		
	Échelle nationale	+62000 élèves,	-16000 postes		
Suppressi	1 ^{er d} egré		- 156 postes		
on de postes	collèges	- 95 postes	- 95 postes		
posies		(> 1800 h d'enseignement en moins dans les DHG des collèges seinomarins)			
	lycées	+ 123 élèves	- 41 postes		
	administratifs		- 25 postes		
AED	-Une 100aine de suppressions de postes (non remplacement & suppression)				
Lycées et LP	 -classes de lycées sont constituées sur une base de 35 (contre 32 précédemment en 2nde) -si des classes doivent descendre sous le seuil de remplissage, ce sera dans le cadre de "contrats d'objectifs" 				
stagiaires	-Une 20aine de postes ont été annoncées comme créations, ou du moins comme non-suppression. (l'année dernière ?)				
	-fusion des ZR Rouen-Barentin et Le Havre-Lillebonne : 272 collègues concernés. NB le discours officiel est de plus en plus paradoxal : dans le document préparatoire à cette fusion la justfication était notre manque de mobilité au regard d'autres académies (Bordeaux était érigé en exemple de TZR flexibles) ; sur la circulaire d'hier il s'agit dorénavant de nous "stabiliser".				
TZR	- mise en perspective / circulaire du B. O. n° 37 du 14 oct. 2010: "2.3 La mobilisation des viviers et leur fidélisation Le partenariat que vous (= chef d' établissement) mettez en place avec Pôle emploi doit vous de vous constituer un vivier de contractuels () Ces conventions (de partenariat) pourraient objet de définir les relations entre vos services et ceux de Pôle emploi en matière d'identificat besoins notamment. Par ailleurs, dans le cadre de la réforme du recrutement des personnels en et la mise en place des nouveaux masters, le partenariat mis en place avec les universités cor moyen privilégié pour disposer d'informations actualisées et régulières sur les étudiants diplômé être recrutés en tant qu'agents non titulaires. En tout état de cause, le vivier de non-titulaires capeut être fidélisé grâce à un accompagnement en termes de formation et de suivi."				
	- bivalence forcée : TZR de sciences physiques sur une "discipline connexe" (s'appuie sur décret de 1950), dans ce cas les maths				
CLAIR	-tous les postes ont été profilés (enseignants comme non enseignants) (en théorie en concertation chef d'établissement / conseil pédagogique) ; s'appuie sur projet d'établissement				

-les établissements "ambition réussite" vont rejoindre le dispositif à la prochaine rentrée : cf. tableau ci-dessous (source e site du rectorat). Ces postes ne seront profilés qu'après le mouvement interne (logique ??)

	76	27
École	24	7
collège	9	2
lycée	3	

-la coordination des collectifs contre ECLAIR) cherche des référents pour mutualiser les infos sur ce dispositif.

(http://www.auclairdelalutte.org/)

Primaire

-Suppression rétroactive des primes dans le cadre du dispositif qui correspond à l'école ouverte » (activités culturelles & sportives)

Point 2: VARLIN; points soulevés

Suppression de postes

> 1 subie (EPS)

> nombre de collègues qui ne sera plus là l'année prochaine : ??? (≈ 10 ? vous avez comptez ?)Non! 6 me semblait-il!

> condition de recrutement :

- pour les **collègues recrutés** à la rentrée prochaine ?
- pour **ceux en poste** (rentrée 2011, 2012 etc.)
- -pour ceux en poste, postes profilés ou non finalement ??

? nature des postes profilés et des lettres de mission .

> quel rôle, place quant à la communauté éducative ?

Quelle transparence et implication de la communauté éducative qu'ECLAIR entend souder?

?: CA ou CP consultés ?

NB. a été dénoncée la possibilité au'un collèaue de la même discipline puisse participer au recrutement comme cela a été officiellement évoqué semble-t-il.

- > conséquences concrètes à court et moyen terme?
- obligation de signer ? De s'engager contractuellement ?
- si refus conséquences ? (suppression des primes ?)

> Préfet des études :

- ?: Quel bilan? quelles missions et rôle à VARLIN?
- => clarifier officiellement leurs missions

> projet d"établissement?

?: quelles priorités?

Cf après..

/ pédago : quels moyens

→ CONSTAT :

> augmentation de l'investissement personnel demandé et/ou induit, bonne conscience professionnelle sollicitée alors que pour quelles moyens, objectifs et contraintes semblent antagonistes et/ou flous à nos missions et à notre même « bonne volonté »' ...

→ fin des redoublement en 6e annoncé

NB.:

- → **pose la question des SEGPA**: 4 des 5 élèves qui ont redoublé- en 6e l'année dernière l'ont fait pour intégrer la SEGPA (obligation d'avoir redoublé au moins une fois, ce qui n'était leur cas).
- → pas de redoublement en cycle central (5e / 4e)
- => refus d'entendre dire qu'ECLAIR est une réussite en s'appuyant sur de tels chiffres!
- => ? Quelles actions, remédiations pour les élèves en difficultés : si constat que la réussite éducative n'a pas été suffisant : quels autres moyens ?
- => demandes évoquées de :
 - niveaux ou classes allégés ou dédoublés
 - moyens supplémentaires
 - se réunir pour toute concertation sur notre temps de travail.

finalités?

Rappel: pendant ≈ 2 mois nous n'avons pas eu de papier pour les photocopies...

→ COMPETENCES :

- modalités : de travail qui posent des questions... :
- 1) de **concertations** : quelles approches selon les différentes disciplines ?
- => besoin de temps de concertations sur EDT
- 2) de **finalité** : si en 3e le SCC doit être validé **quelle pertinence ?** Pourquoi faire au mieux alors si le SCC est validé automatiquement comme le B2I ?

N.B. : le cas de clg où le socle n'est validé cette année qu'en 3e a été évoqué ; pertinence ?

> projets:

- ightarrow lourdeur, investissement hors temps de travail pour avoir une sélection / réponse en aval :
- > consensus : demande d'une ½ j. en juin pour fixer les projets-clés et travailler de manière collective et efficiente.

ACTIONS évoquées

- => constat : dispositif soustrait à tout débat démocratique (circulaire du 22 juillet 2010 ; extension sans évaluation etc.) et méconnu- par ses acteurs comme par les parents
- 1) demande d'audience à Mme la Principale
- 2) Envoi- de lettre & demande d'audience à Mme la Rectrice

- 3) quels mandats?
- 4) Demande d'une journée ou d'une demi- journée : but : s'approprier le débat démocratique sur ECLAIR, ses finalités et ses moyens
- > inviter les **syndicats** pour participer à ce temps de réflexion > inviter les **parents** & les **fédérations de parents** havraises à l'issu de cette (ou ½) journée **vers 18h00.**

Point 2 : votes & mandats					
1)demander une ½ journée banalisée: > débattre en interne sur modalité et	Pour	10			
conséquences de ECLAIR	Contre	6			
> poser le débat démocratique auquel	NPPV	4			
s'est soustrait le dispositif > inviter les syndicats	ABS	0			
> à partir de 18h00 inviter les parents					
période : 2nde semaine après rentrée					
	Pour	8			
	Contre	2			
2) si point 1 refusé, grève	NPPV	7			
	ABS	3			
3) mandat pour demander:	Pour	11			
> prendre connaissance de la nature des postes profilés et des lettres de	Contre	1			
missions:	NPPV	4			
> les conséquences pour les collègues qui sont en postes ; pour ceux qui seront	ABS	3			
embauchés.					
> demander transparence sur les conditions de recrutement et ses					
modalités					
	Pour	13			
4) Mandat pour demander que toutes	Contre	0			
les concertations liées à notre mission	NPPV	4			
soit effectuées sur le temps de travail	ABS	0			

5) Mandat pour demander que les	Pour	7
professeurs principaux de 6e et 3 e bénéficient d'une heure EDT pour	Contre	0
effectuer les missions qui prennent de	NPPV	7
plus en plus de temps (distribution bulletins; concertation visant à une	ABS	2
cohérence sur les compétences, orientation, etc.)		
5) Mandat pour demander une demi -	Pour	11
journée de concertation sur la gestion des « sanctions » , les mesures	Contre	0
collectives et préventives pour se	NPPV	1
prémunir contre ce qui a pu se passer cette année	ABS	0
Cerre diffice		
NB a été demandé par Mme Calletot,		

IA-IPR d'EPS